

# Attractivité de la France

## Alerte!

Si elle reste la première destination en Europe pour les implantations industrielles et la logistique, la France voit son image s'écorner. Réunis cette semaine à la Baule, les dirigeants des entreprises internationales l'enjoignent de se réformer.

La France est décidément le pays des paradoxes. Les investisseurs étrangers ont encore augmenté de 12,4% le nombre de leurs projets d'investissements en 2005 (lire « L'U.N. » n°3009). Cela lui permet quasiment de rattraper le niveau atteint par le Royaume-Uni, champion européen. Et pourtant 32% d'entre eux estiment que son attractivité s'est détériorée, contre 23% en 2004, d'après le « Baromètre 2006 de l'attractivité du site France » réalisé par Ernst & Young (\*). Plus inquiétant encore, elle n'est plus le pays de prédilection des investisseurs étrangers quel que soit le critère retenu (infrastructures, qualification de la main-d'œuvre, marché intérieur...), sauf en matière de qualité de vie. Piètre consolation!

### Des résultats décevants sur l'innovation

Présenté cette semaine lors de la quatrième Conférence internationale des investissements de La Baule, ce bilan tire la sonnette d'alarme. « L'image précède souvent la réalité », met en garde Marc Lhermitte, associé d'Ernst & Young en charge du département attractivité et localisation. Et celle de la France s'écorne un peu plus cette année au profit de ses voisins européens. Sans surprise, elle subit les foudres des investisseurs sur les questions de fiscalité, de coûts salariaux, de flexibilité du droit du travail ou de gains de productivité. Pour la première fois, elle est dépassée par la Pologne et talonnée

### LE DÉCALAGE ENTRE L'IMAGE ET LA RÉALITÉ

Comparaison entre les préférences de plus de 1000 chefs d'entreprises à travers le monde et le recensement des implantations internationales réalisées en Europe

Pays	Classement image	Image 2006 (préférences en %)	Classement réalité des investissements	Part de marché 2005 (%)
Allemagne	1	17,9	3	5,9
Pologne	2	15	4	5,9
Royaume-Uni	3	11	1	18,2
République tchèque	4	8,3	7	3,8
France	5	7,2	2	17,5
Espagne	6	6,4	6	4,8
Italie	12	2,3	18	1,6
Belgique	13	2,1	4	5,9

SOURCE : ERNST & YOUNG

par la République tchèque et les Pays nordiques sur bon nombre de ces thèmes. Mais elle perd aussi du terrain sur ses présumés atouts. Ainsi, alors qu'en 2005 elle figurait encore en tête de classement pour les aides publiques accordées dans le cadre d'investissements étrangers, elle rétrograde à la troisième place, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Même sur l'innovation, les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances : elle est le site préféré de seulement 10% des sondés, contre 26% pour le Royaume-Uni et 27% pour l'Allemagne. « La France a fait de nombreux efforts pour financer des projets dans la recherche et l'innovation, mais elle n'est pas la seule », assène Monica Beltrametti, vice-président et directeur du Xerox Research Centre Europe. Basé à Grenoble, ce centre assure les recherches pour l'ensemble du groupe en Europe occidentale depuis une dizaine d'années et représente l'investissement le plus important de la firme amé-

ricaine sur le Vieux Continent. « Le pays doit aujourd'hui absolument progresser sur la flexibilité du travail, qui s'est considérablement assouplie chez ses voisins, au Royaume-Uni comme en Italie », prévient Monica Beltrametti.

### La concurrence grandissante des pays de l'Est

Un appel à la réforme révélateur de l'avis de la plupart des investisseurs. Car s'ils restent attirés par la situation géographique et le dynamisme du marché intérieur, leurs critiques sont de plus en plus vives. « Même si nous avons besoin de rester en France pour desservir l'Europe occidentale, la concurrence d'autres pays est réelle », constate Gérard Génouist, directeur d'Euroglas à Hombourg (Haut-Rhin), un fabricant de verre plat. Le groupe vient d'annoncer un investissement de 50 millions d'euros d'ici à 2007 pour développer ses capacités de production. Mais il s'apprête également à ouvrir

un deuxième site à Madgebourg, au sud-est de Berlin, pour cibler l'Europe de l'est.

En 2005, la part des investissements dans des nouveaux projets n'a atteint que 62% en France alors qu'elle grimpeait à 74% en Pologne et à 72% en République tchèque. « On mise sur les biotechnologies et l'innovation mais ces sec-

teurs ne pèsent pas lourd pour l'instant. Il ne faudrait pas oublier que les investissements étrangers dans l'automobile génèrent encore 40 000 emplois. Les pays de l'Est eux, ne l'oublient pas », rappelle Marc Lhermitte.

Le pays reste encore la première destination européenne pour les implantations d'unités de production (15% de part de marché) et la logistique (18,2% de part de marché). Jusqu'à quand? En 2005, les projets industriels ont reculé de 10% par rapport à l'année précédente, plaçant la France à 40% du total des investissements. Et 63% des chefs d'entreprises sondés par Ernst & Young n'envisagent pas d'investir sur notre territoire en 2006. Pour leur redonner confiance, le gouvernement devra faire plus que les quarante mesures annoncées par Dominique de Villepin fin mai... ●

CATHERINE MAIRET

\* Enquête réalisée auprès de plus de 1 000 dirigeants à travers le monde entre mars et avril 2006.